

Direction générale de l'agriculture et du développement rural

Publication d'un avis de vacance pour le poste de directeur/directrice de la direction AGRI.B
«Durabilité» (grade AD 14)

(Article 29, paragraphe 2, du statut)

COM/2024/10448

Présentation

La mission de la direction générale de l'agriculture et du développement rural (DG AGRI) et de son personnel est de soutenir et de promouvoir une transition écologique et numérique, fondée sur des connaissances et sur des données probantes, vers une agriculture, des zones rurales et des systèmes alimentaires de l'UE durables, compétitifs et résilients.

La direction AGRI.B est une direction politique qui vise à promouvoir et à garantir la durabilité des secteurs agricole et forestier de l'UE dans leurs dimensions économique, environnementale et sociale, contribuant ainsi à la mise en œuvre du pacte vert pour l'Europe. La direction fournit une analyse, des orientations et un soutien aux unités géographiques afin de garantir la conception, l'élaboration et la mise en œuvre appropriées des plans stratégiques relevant de la politique agricole commune (PAC) et l'évaluation de leur performance.

La direction AGRI.B élabore et gère également la politique de production biologique dans le cadre de la PAC, y compris la mise en œuvre du plan d'action pour le développement de la production biologique.

La grande diversité des responsabilités et des domaines d'action relevant de la compétence de la direction crée un environnement de travail intéressant et stimulant.

La direction se compose de 4 unités et compte environ 100 membres du personnel.

Poste proposé

Un poste stimulant de directeur ou de directrice chargé(e) de la direction AGRI.B «Durabilité». Le directeur ou la directrice apportera une vision et des orientations en matière de gestion des activités et des ressources de la direction et contribuera à la définition de la stratégie globale de la DG AGRI. En particulier, le/la candidat(e):

- assurera une gestion et une planification efficaces des activités de la direction, notamment en respectant les normes de qualité attendues;
- supervisera et assurera une approche cohérente de la mise en œuvre du cadre législatif relatif à ses domaines de compétence au titre de la PAC;
- poursuivra la réalisation des objectifs économiques, environnementaux et sociaux de la PAC, notamment en supervisant la mise en œuvre de la politique de production biologique;
- coordonnera les travaux de formulation et de développement ultérieur de la PAC dans les domaines de la durabilité économique, environnementale et sociale ainsi que de la production biologique, en étroite corrélation avec d'autres politiques de l'UE;
- fournira une analyse, des orientations et un soutien aux unités géographiques afin de garantir la conception, l'élaboration et la mise en œuvre appropriées des plans stratégiques nationaux et l'évaluation de leurs performances;

- représentera la Commission auprès d'autres institutions (notamment le Parlement européen, le Conseil et la Cour des comptes européenne), des États membres et des parties prenantes, y compris les organisations d'agriculteurs et les ONG;
- travaillera en étroite collaboration et de manière proactive avec d'autres services de la Commission, en particulier la DG ENV, la DG CLIMA et la DG SANTE et, le cas échéant, d'autres institutions de l'UE, en particulier le Parlement européen et le Conseil, dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques ayant une incidence sur l'agriculture.

Profil recherché (critères de sélection)

Les candidats doivent posséder les compétences suivantes:

Qualités personnelles

- Une capacité avérée de comprendre et d'intégrer différents points de vue et de proposer des solutions équilibrées de manière proactive et collaborative.
- De solides compétences en matière de communication et de mise en réseau pour communiquer de manière efficace et efficiente avec toutes les parties prenantes à un niveau supérieur et pour établir des réseaux efficaces à l'intérieur et à l'extérieur de la Commission.
- Des capacités avérées de négociation et de représentation de la Commission européenne lors de contacts de haut niveau avec les autres institutions européennes, les États membres et les pays tiers.
- Un bon jugement politique et un sens aigu de la diplomatie.

Compétences spécialisées et expérience

- Une très bonne compréhension de la politique agricole commune, de ses principaux objectifs, priorités et outils et de leur interaction avec d'autres politiques connexes de l'UE.
- Une très bonne compréhension des défis auxquels l'économie agricole, forestière et rurale européenne est confrontée dans le cadre du programme de développement durable de l'UE.
- Une bonne connaissance de la politique de production biologique dans le cadre de la politique agricole commune, y compris de sa dimension internationale.
- Une expérience approfondie de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques.
- Une bonne connaissance et compréhension des priorités de la Commission, de son processus décisionnel et de ses pratiques et procédures administratives.

Compétences d'encadrement

- D'excellentes compétences en matière de gestion et d'encadrement, y compris la capacité de diriger, de superviser et de motiver une équipe pluridisciplinaire/multiculturelle et de planifier, de hiérarchiser, d'organiser et de suivre ses activités.
- Une excellente aptitude à penser de manière stratégique et à définir une vision claire des objectifs à atteindre.

- Une capacité à fournir des conseils et à émettre des avis au niveau stratégique sur le développement des politiques agricoles.
- Une expérience avérée dans la gestion des ressources et une capacité à travailler de manière flexible, notamment en ce qui concerne la répartition des ressources entre les unités.

Conditions essentielles (critères d'admission)

Seront pris en considération pour la phase de sélection uniquement les candidats qui, **à la date limite de dépôt des candidatures**, satisferont aux critères formels suivants:

- Nationalité: les candidats doivent être ressortissants de l'un des États membres de l'Union européenne.
- Titre ou diplôme universitaire: les candidats doivent justifier:
 - soit d'un niveau d'enseignement correspondant à un cycle complet d'études universitaires sanctionné par un diplôme, si la durée normale desdites études est de 4 années ou plus;
 - soit d'un niveau d'enseignement correspondant à un cycle complet d'études universitaires sanctionné par un diplôme et d'une expérience professionnelle pertinente d'au moins 1 an, si la durée normale desdites études est de 3 années ou plus (cette année d'expérience professionnelle ne peut être incluse dans l'expérience professionnelle postuniversitaire requise ci-dessous).
- Expérience professionnelle: les candidats doivent disposer d'au minimum 15 ans d'expérience professionnelle postuniversitaire¹ à un niveau auquel les qualifications précitées donnent accès.
- Expérience d'encadrement: au moins 5 années d'expérience professionnelle postuniversitaire doivent avoir été acquises à un poste à haute responsabilité managériale².
- Langues: les candidats doivent avoir une connaissance approfondie de l'une des langues officielles de l'Union européenne³ et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues officielles. Des jurys de sélection vérifieront lors de l'entretien ou des entretiens si les candidats satisfont à l'exigence d'une connaissance satisfaisante d'une autre langue officielle de l'Union européenne. Pour ce faire, ils pourront notamment mener (une partie de) l'entretien dans cette autre langue.
- Limite d'âge: les candidats ne doivent pas encore avoir atteint l'âge normal de la retraite, qui correspond, pour les fonctionnaires de l'Union européenne, au dernier jour du mois durant lequel ils atteignent l'âge de 66 ans [voir article 52, point a), du statut⁴].

Sélection et nomination

¹ L'expérience professionnelle n'est prise en considération que si elle constitue une véritable relation professionnelle définie comme un travail existant et réel, rémunéré, avec un statut de salarié (tout type de contrat) ou de prestataire de services. Les activités professionnelles à temps partiel font l'objet d'un calcul au prorata, sur la base du pourcentage des heures travaillées à temps plein, attesté par un certificat. Le congé de maternité/congé parental/congé d'adoption n'est pris en considération que s'il s'inscrit dans le cadre d'un contrat de travail. Les doctorats, même non rémunérés, sont assimilés à une expérience professionnelle pour une durée maximale de trois ans, à condition que la formation doctorale ait été achevée avec succès. Une même période ne peut être comptée qu'une seule fois.

² Dans leur curriculum vitae, les candidats indiqueront clairement, pour toutes les années durant lesquelles ils ont acquis une expérience d'encadrement: 1) le titre et la nature des postes d'encadrement occupés; 2) le nombre de personnes supervisées dans le cadre de ces fonctions; 3) l'importance des budgets gérés; 4) le nombre de niveaux hiérarchiques supérieurs et inférieurs; ainsi que 5) le nombre de pairs.

³ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A01958R0001-20130701>

⁴ <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A01962R0031-20140701>

La sélection et la nomination se dérouleront conformément aux procédures de sélection et de recrutement de la Commission européenne (voir le document sur la politique concernant le personnel d'encadrement supérieur ⁵).

Dans le cadre de cette procédure de sélection, la Commission européenne met en place un jury de présélection. Ce jury examine toutes les candidatures, procède à une première vérification de l'admissibilité et détermine les candidats qui répondent le mieux au profil recherché au regard des critères de sélection précités et qui peuvent être invités à un entretien avec le jury de présélection.

À l'issue de ces entretiens, le jury de présélection établit ses conclusions et propose une liste de candidats à convoquer à un autre entretien avec le comité consultatif des nominations (CCN) de la Commission européenne. À la lumière des conclusions du jury de présélection, le CCN choisit les candidats qui seront conviés à un entretien.

Les candidats convoqués à un entretien avec le CCN participent à une journée complète d'épreuves visant à évaluer leurs aptitudes d'encadrement, organisées par des consultants en recrutement externes (procédure du «centre d'évaluation»). Sur la base des résultats des entretiens et du rapport du centre d'évaluation, le CCN établit une liste restreinte de candidats qu'il estime aptes à exercer la fonction.

Les candidats figurant sur la liste restreinte du CCN seront invités à un entretien avec le ou les membres de la Commission concernés.

À l'issue de ces entretiens, la Commission européenne prend la décision de nomination.

Le/la candidat(e) retenu(e) doit être en situation régulière au regard de toutes les obligations imposées par la loi en matière de service militaire, offrir les garanties de moralité requises pour l'exercice de ses fonctions et être physiquement apte à exercer ces fonctions.

Le/la candidat(e) retenu(e) devra disposer d'une habilitation de sécurité valide, délivrée par son autorité nationale de sécurité, ou être en mesure d'en obtenir une. Une habilitation de sécurité personnelle est une décision administrative qui intervient à l'issue d'une enquête de sécurité menée par l'autorité nationale de sécurité compétente pour la personne concernée, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur en matière de sécurité nationale, et qui certifie que ladite personne peut être autorisée à accéder à des informations classifiées jusqu'à un niveau donné. [Il convient de noter que la procédure nécessaire pour l'obtention d'une habilitation de sécurité ne peut être engagée qu'à la demande de l'employeur, et non par le/la candidat(e)].

Le/la candidat(e) ne pourra accéder aux informations classifiées de l'UE (ICUE) au niveau CONFIDENTIEL UE/EU CONFIDENTIAL ou à un niveau supérieur, et assister aux réunions durant lesquelles de telles ICUE sont examinées, qu'une fois l'habilitation de sécurité personnelle accordée par l'État membre concerné et la procédure d'habilitation achevée par la note d'information de la direction de la sécurité de la Commission européenne légalement exigée.

Égalité des chances

Conformément à l'article 1^{er} *quinquies* du statut, la Commission européenne poursuit un objectif stratégique consistant à parvenir à l'égalité entre les femmes et les hommes à tous les niveaux de l'encadrement d'ici la fin de son mandat actuel et applique une politique d'égalité des chances encourageant les candidatures susceptibles de contribuer à une plus grande diversité, à l'égalité hommes-femmes et à l'équilibre géographique global.

⁵ https://commission.europa.eu/jobs-european-commission/job-opportunities/managers-european-commission_en#vacancies

Conditions d'emploi

La rémunération et les conditions d'emploi sont prévues par le statut.

Le/la candidat(e) retenu(e) sera recruté(e) en tant que fonctionnaire au grade AD 14. Il/elle sera classé(e) à l'échelon 1 ou 2 de ce grade en fonction de la durée de son expérience professionnelle.

L'attention du/de la candidat(e) retenu(e) est attirée sur l'obligation imposée par le statut à tout nouveau membre du personnel d'accomplir avec succès une période probatoire de 9 mois.

Le lieu d'affectation est Bruxelles, en Belgique.

Indépendance et déclaration d'intérêts

Les candidats seront tenus de présenter une déclaration par laquelle ils s'engagent à agir en toute indépendance dans l'intérêt général, ainsi qu'une déclaration relative aux intérêts qui pourraient être considérés comme portant atteinte à leur indépendance.

Informations importantes pour les candidats

Il est rappelé aux candidats que les travaux des jurys de sélection sont confidentiels. Il est interdit aux candidats d'entrer en contact direct ou indirect avec leurs membres ou à quiconque de le faire en leur nom. Toutes les questions doivent être adressées au secrétariat du jury compétent.

Protection des données à caractère personnel

La Commission européenne veillera à ce que les données à caractère personnel des candidats soient traitées dans le plein respect du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil ⁶. Cela vaut en particulier pour la confidentialité et la sécurité de ces données.

Procédure de demande

Avant de présenter votre candidature, vous êtes invité(e) à vérifier soigneusement si vous remplissez tous les critères d'admission («Conditions essentielles»), notamment en ce qui concerne le type de diplôme, l'expérience professionnelle de haut niveau et les capacités linguistiques demandées. Tout(e) candidat(e) ne pouvant satisfaire à l'un ou l'autre des critères d'admission se verra automatiquement exclu(e) de la procédure de sélection.

Si vous décidez de postuler, vous devez vous inscrire par l'internet sur le site suivant et suivre les instructions relatives aux différentes étapes de la procédure:

<https://ec.europa.eu/dgs/human-resources/seniormanagementvacancies/>

⁶ Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).

Vous devez disposer d'une adresse de courrier électronique valide. Celle-ci servira à confirmer votre inscription et à garder le contact avec vous au cours des différentes étapes de la procédure de sélection. Vous êtes dès lors prié(e) de signaler à la Commission européenne toute modification de votre adresse électronique.

Pour procéder à votre inscription, vous devez télécharger un curriculum vitae au format PDF, de préférence en utilisant le modèle de CV Europass⁷, et rédiger en ligne une lettre de motivation (8 000 caractères au maximum). Votre curriculum vitae et votre lettre de motivation peuvent être rédigés dans n'importe quelle langue officielle de l'Union européenne.

Il est dans votre intérêt de veiller à ce que votre candidature soit exacte, complète et fidèle à la réalité.

À l'issue de la procédure d'inscription en ligne, vous recevrez un courrier électronique confirmant que votre candidature a été enregistrée. **Si vous ne recevez pas de message électronique de confirmation, cela signifie que votre candidature n'a pas été enregistrée!**

Veillez noter qu'il n'est pas possible de suivre en ligne les étapes du traitement de votre candidature. Toute information concernant le statut de votre candidature vous sera communiquée directement par la Commission européenne.

Les candidatures transmises par courrier électronique ne seront pas acceptées. Pour tout renseignement complémentaire et/ou en cas de difficultés techniques, veuillez vous adresser par courrier électronique à:
HR-MANAGEMENT-ONLINE@ec.europa.eu

Il vous incombe de procéder à votre inscription en ligne dans les délais. Il est vivement recommandé de ne pas attendre les derniers jours pour déposer votre candidature car un encombrement des lignes ou une défaillance de la connexion internet pourraient faire avorter l'opération et vous obliger à la recommencer intégralement. Une fois le délai d'inscription expiré, il ne vous sera plus possible de saisir des données. Les inscriptions tardives ne seront pas acceptées.

Date limite de dépôt des candidatures

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au **13 mai 2024 à 12 h 00 (midi), heure de Bruxelles**. L'inscription ne sera plus possible après cette date.

⁷ Vous trouverez des informations sur la manière de créer votre CV Europass en ligne à l'adresse suivante:
<https://europa.eu/europass/fr/create-europass-cv>